



Femmes dans l'Emploi Informel :
Globalisation et Organisation



Autonomiser les travailleurs
de l'informel, sécuriser leurs
moyens de subsistance

WIEGO

Femmes dans l'Emploi Informel :
Globalisation et Organisation

Rapport annuel

de avril 2016 à mars 2017

Mission de WIEGO

WIEGO croit que tous les travailleurs devraient avoir les mêmes possibilités économiques ainsi que les mêmes droits et être en mesure de déterminer les conditions de leur travail et de leur vie. WIEGO cherche à améliorer la situation des travailleurs pauvres dans l'économie informelle, surtout celle des femmes, par l'organisation et la représentation accrues, les statistiques et la recherche améliorées, des processus politiques plus inclusifs, les politiques plus équitables en matière de commerce, de travail, de planification urbaine et de protection sociale.

Pour obtenir des détails complémentaires sur les informations fournies dans le présent rapport et accéder à d'autres ressources comme les publications, les présentations et les vidéos, rendez-vous sur www.wiego.org

Dans ce rapport

Les 20 ans de WIEGO : se tourner vers l'avenir

Évaluation stratégique interne de 2017

Plaider à l'échelle mondiale : mettre les moyens de subsistance informels à l'ordre du jour

Le nouvel agenda urbain établit des engagements en faveur des travailleuses et travailleurs de l'informel dans les agglomérations

Le groupe de haut niveau des nations unies appuie l'autonomisation économique des femmes travailleuses de l'informel

Les travailleuses et travailleurs à domicile sous-traités sont reconnus en tant que parties prenantes des chaînes d'approvisionnement mondiales à la Conférence internationale du Travail 2016

Agir localement : influencer les politiques et les pratiques pour soutenir les travailleuses et travailleurs de l'informel

Une taxe punitive pour les porteuses de marché d'Accra, au Ghana, abolie suite à un plaidoyer soutenu

Une campagne publique améliore l'accès aux avantages sociaux pour les travailleuses domestiques de Lima, au Pérou

Renforcer les réseaux : Organiser, apprendre et développer les compétences

Les échanges transnationaux favorisent la collaboration et le partage des connaissances
Renforcer les compétences à travers la formation et la certification

Élargir la base des connaissances: acheminer les débats sur les travailleuses et travailleurs de l'informel

WIEGO participe à la révision de la Classification internationale d'après la situation dans la profession (CISP-93)

L'initiative garde d'enfants souligne le besoin de mise à disposition de services publics

Des éditions spéciales de revues mettent en lumière les moyens de subsistance informels

Publications, blog et autres ressources marquantes de WIEGO en 2016-17

Gouvernance, opérations et finances

Quatre coordinateurs de villes focales sélectionnés pour conduire de nouveaux projets
Conseil d'administration
L'équipe WIEGO

Rapport financier : exercice clos le 31 mars 2017

Sommaire financier
Recettes et dépenses
Gouvernance financière et parrains fiscaux

Photo de couverture : *En 2016-17, les représentant(e)s des travailleurs et travailleuses de l'informel du réseau WIEGO ont participé à une série de processus de plaidoyer au niveau mondial. Voici un collage de scènes de Habitat III et le HLP de l'ONU.*
Photo : WIEGO.



Trouvez-nous sur
Twitter à <http://twitter.com/wiegoglobal>
et <http://twitter.com/InclusiveCities>



et sur Facebook à
<http://www.facebook.com/wiegoglobal> et
<http://www.facebook.com/InclusiveCitiesProject>

Lettre de la Présidente du Conseil et de la Coordinatrice Internationale

Chère famille, et chers amis et amies de WIEGO,

WIEGO a désormais 20 ans ! Nous sommes fières de tout ce que WIEGO a été capable d'accomplir pendant deux décennies. Ce Rapport annuel présentera « les vingt ans de WIEGO » et une série d'événements pour célébrer notre vingtième anniversaire. En attendant, nous aimerions vous ramener en arrière, au commencement de WIEGO, lorsque les fondatrices et fondateurs se sont retrouvés pour partager un souci commun.

En avril 1997, au Centre Bellagio de la Fondation Rockefeller, un groupe de dix spécialistes de l'économie informelle – des syndicalistes, des chercheurs, des statisticiens et des professionnels du développement – se sont retrouvés pour planifier une initiative collaborative en soutien aux femmes travailleuses de l'économie informelle. L'élan pour organiser une telle rencontre s'est développé à partir de collaborations antérieures et d'une préoccupation partagée que l'économie informelle tend à être perçue en termes négatifs ; que les décideurs économiques accordent peu d'attention à la façon dont les politiques affectent les travailleuses et travailleurs de l'informel, ou comment leurs situations peuvent être améliorées ; et que les statistiques officielles ne les recensent pas suffisamment ni ne mesurent leurs contributions de manière adéquate, en particulier pour ce qui concerne les femmes travailleuses de l'informel. L'objectif de cette réunion était d'étendre les collaborations existantes à un groupe élargi, et de planifier une initiative sur plusieurs années afin d'appréhender ces défis et ces lacunes.

Les fondateurs de WIEGO étaient troublés que les *investissements d'amélioration de la production* soient concentrés à la pointe de la pyramide économique – l'économie formelle – alors que les politiques, les législations et autres *contraintes* sont concentrées sur le socle étendu de la pyramide économique – l'économie informelle.

En se fondant sur cette vision, les fondateurs de WIEGO ont pris plusieurs décisions cruciales qui ont influencé la trajectoire de WIEGO pour les deux décennies suivantes. En premier lieu, ils ont décidé que l'initiative devrait être mise en œuvre par une *coalition* d'organisations et d'individus issus de trois groupes constitutifs (organisations de travailleuses et travailleurs de l'informel, chercheurs et statisticiens, professionnels du développement), et gouvernée par un *comité de pilotage* composé des représentants des groupes constitutifs en plus des fondateurs. Deuxièmement, ils ont décidé que les objectifs de l'initiative seraient de promouvoir des organisations et des alliances de travailleuses et travailleurs de l'informel plus fortes, des recherches et des statistiques sur l'économie informelle améliorées, et des politiques solidaires pour les femmes travailleuses de l'économie informelle. Troisièmement, ils ont baptisé le projet « Femmes dans l'emploi informel : globalisation et organisation » (ou l'acronyme anglais WIEGO, en plus court) afin de souligner que les femmes travailleuses de l'informel s'organisent et qu'elles sont intégrées dans l'économie mondiale. En résumé, beaucoup des caractéristiques essentielles de WIEGO aujourd'hui, faisaient déjà partie du plan d'origine : notamment nos objectifs, nos trois groupes constitutifs, notre structure d'adhésion, et notre nom.

WIEGO à 20 ans dépasse de loin les attentes de nos fondateurs en 1997. Nos fondateurs n'avaient pas anticipé que l'initiative qu'ils planifiaient se transformerait en un réseau mondial à vocation action-recherche-politique qui continuerait de croître et d'évoluer pendant les 20 prochaines années. Ils n'avaient pas envisagé à quel point la voix et la visibilité des travailleuses et travailleurs de l'informel se renforceraient pendant deux décennies. Ils n'avaient pas anticipé que le terme « emploi informel » qu'ils ont inventé pour le nom de WIEGO deviendrait un terme et un concept statistique international officiel, que plus de 50 pays collecteraient des données sur l'emploi informel, et que WIEGO serait reconnu comme une autorité dans le domaine des statistiques, priée de se joindre aux groupes d'experts améliorant les méthodes de mesure et de classement de l'économie informelle. Ils n'avaient pas rêvé que plus de 200 organisations issues de plus de 80 pays seraient reliées en un mouvement croissant de travailleuses et travailleurs de l'informel, ou que leurs représentantes et représentants prendraient la parole lors de multiples événements internationaux, dont les conférences sur le changement climatique, les Conférences internationales du Travail, les Forums urbains mondiaux, et le sommet d'Habitat III.

Veillez cliquer sur le logo de célébration du 20^e anniversaire de WIEGO ci-dessous, pour visionner un film sur ce que fait WIEGO et une chronologie de nos accomplissements principaux pendant les deux dernières décennies.

En tant que deux des membres fondatrices de WIEGO, nous souhaitons féliciter et remercier l'équipe de WIEGO, ainsi que le conseil des directeurs et les membres pour leur dévouement et leur engagement envers notre cause commune – que les travailleuses et travailleurs pauvres de l'économie informelle gagnent de la reconnaissance, de la protection, et la capacité de façonner leur travail et leur vie. Nous souhaitons remercier nos partenaires qui ont apporté leur soutien moral et financier pendant ces deux dernières décennies : nous sommes particulièrement redevables à la Fondation Bill et Melinda Gates, la Fondation Ford, la Fondation Hewlett, le Centre de recherches pour le développement international, le gouvernement des Pays-Bas, la Fondation Rockefeller, et l'Agence suédoise de coopération internationale au développement.



Renana Jhabvala

Renana Jhabvala
Présidente du Conseil
d'administration de WIEGO
Coordinatrice nationale de SEWA

Marty Chen

Marty Chen
Coordinatrice internationale de WIEGO
Conférencière en politique publique à la
Harvard Kennedy School



octobre 2017



Femmes dans l'Emploi Informel
Globalisation et Organisation

Les 20 ans de WIEGO : se tourner vers l'avenir

Évaluation stratégique interne de 2017

WIEGO a donné le coup d'envoi d'une année de célébration du 20^e anniversaire avec un séminaire de planification stratégique au Centre de la Fondation Rockefeller, à Bellagio, en Italie, du 24 au 28 avril 2017. Avec trois personnes-ressources issues de l'Institut indien des établissements humains, de l'Organisation internationale du Travail, et de la Banque mondiale, nous avons exploré l'avenir du travail et des agglomérations, ainsi que les opportunités et les risques associés pour les travailleurs de l'informel et pour WIEGO. Nous avons réaffirmé notre engagement envers les travailleuses et travailleurs de l'informel et leurs organisations, ainsi que pour nos programmes centraux. Nous avons discuté de notre situation financière, de notre stratégie de collecte de fonds, et de plusieurs dilemmes stratégiques auxquels WIEGO doit faire face. Nous avons également discuté de nos plans de collaboration avec les organisations de travailleurs de l'informel afin de promouvoir la mise en application de dispositions essentielles des Objectifs de développement durable, la Recommandation 204 de l'OIT sur la formalisation de l'économie informelle, et le Nouvel agenda urbain. Le Conseil d'administration et l'équipe de WIEGO ont quitté Bellagio avec un engagement renouvelé envers les travailleuses et travailleurs de l'informel et leurs organisations, envers notre vision et notre modèle de changement.

Afin de marquer le début des célébrations de notre 20^e anniversaire, nous avons aussi créé une [représentation chronologique](#) qui couvre 20 années d'événements marquants et d'accomplissements de WIEGO. La chronologie et les autres composantes du 20^e anniversaire sont disponibles sur le site internet de WIEGO.



L'équipe WIEGO, membres du Conseil d'administration et personnes-ressources externes, à Bellagio, en Italie. Photo : WIEGO

Plaider à l'échelle mondiale : mettre les moyens de subsistance informels à l'ordre du jour

En 2016 et 2017, les membres du réseau WIEGO ont fait entendre leur voix pendant trois processus majeurs d'établissement des programmes mondiaux : la Conférence des Nations unies sur le logement et le développement urbain durable (appelé cette année Habitat III), le Groupe de haut niveau du Secrétaire général des Nations unies pour l'autonomisation économique des femmes (ONU HLP), et la Discussion générale sur les chaînes d'approvisionnement mondiales de la Conférence internationale du travail (CIT) 2016. Durant ces processus, WIEGO a délivré ses contributions sous la forme de notes d'informations sur des politiques, de statistiques, d'études de cas, et de plateformes collectives de revendications. Des délégations de travailleuses et travailleurs de l'informel, animées par WIEGO, ont pris part à des réunions et des consultations afin de partager leurs expériences, d'apporter leurs exemples, et de défendre des politiques et des pratiques plus inclusives. Ces efforts ont payé : la nécessité pour les agglomérations de soutenir les moyens de subsistance est reconnue dans le document final d'Habitat III, et l'autonomisation économique des femmes travailleuses de l'informel est un engagement clé dans le programme d'action et les rapports officiels de l'ONU HLP. De même, les Conclusions officielles résultant de la CIT reconnaissent les travailleuses et travailleurs sous-traités comme faisant partie des chaînes d'approvisionnement mondiales. En 2017 et au-delà, WIEGO est déterminé à travailler avec ses partenaires et les organisations de travailleuses et travailleurs de l'informel pour s'assurer que ces gains mondiaux se traduisent par des avancées significatives à l'échelle locale.

Le Nouvel agenda urbain établit des engagements en faveur des travailleuses et travailleurs de l'informel dans les agglomérations

La Conférence des Nations unies sur le logement et le développement urbain durable, appelée en 2016 Habitat III, est un processus consultatif qui se tient tous les vingt ans pour redynamiser l'engagement mondial en faveur du développement durable. Le réseau WIEGO était actif tout le long du processus d'Habitat III, qui a duré deux ans, et dont le point culminant a été l'adoption du Nouvel agenda urbain (NAU) au sommet de l'Habitat III à Quito, en Équateur, au mois d'octobre 2016. L'engagement de WIEGO incluait une participation à trois des unités politiques qui ont produit les rapports de base pour alimenter le document du NAU, la participation au comité de pilotage de la Campagne urbaine mondiale, et son action en tant que coprésident du Groupe constitutif des partenaires populaires de l'Assemblée générale des partenaires. WIEGO a aussi facilité la présence de délégations de représentantes de travailleuses et travailleurs de l'informel aux réunions préparatoires, thématiques, et régionales à travers le monde.

Les objectifs de WIEGO dans le processus d'Habitat III étaient d'ouvrir des espaces pour que les travailleuses et travailleurs de l'informel urbains, et leurs organisations représentatives,

Les déléguées WIEGO au stand d'exposition de WIEGO pendant Habitat III (la banderole dit : « Intégrer les recycleuses et recycleurs dans la gestion des déchets solides ») Photo: Jenna Harvey



parlent des contributions positives des gagne-pains informels envers les agglomérations, et pour défendre des approches de politiques urbaines qui aboutissent à une meilleure garantie de leurs moyens de subsistance.

Les efforts du réseau WIEGO et de ses alliés sont reflétés dans le document du NAU, qui contient des références clés aux contributions des travailleuses et travailleurs de l'informel envers les agglomérations, et qui s'engage à préserver et améliorer leurs moyens de subsistance :

Nous nous engageons à reconnaître la contribution des travailleurs pauvres de l'économie informelle, en particulier les femmes, incluant les travailleurs migrants, domestiques ou non rémunérés, envers les économies urbaines, et en prenant en compte les circonstances nationales. Leurs moyens de subsistance, leurs conditions de travail et leur sécurité de revenu, leur protection sociale et juridique, leur accès aux compétences, leurs ressources et autres services de soutien, ainsi que leur voix et leur représentation devraient être améliorés. Une transition progressive des travailleurs et des unités économiques vers l'économie formelle sera développée par l'adoption d'une approche équilibrée, combinant des incitations et des mesures de conformité, tout en promouvant la préservation et l'amélioration des moyens de subsistance existants. Nous prendrons en compte les circonstances nationales spécifiques, la législation, les politiques, les pratiques et les priorités pour la transition vers l'économie formelle.

– Paragraphe 59 du Nouvel agenda urbain

Des représentantes de travailleuses et travailleurs de l'informel venant d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine, prennent la parole lors d'un événement sur le projet quinquennal « Villes inclusives » de WIEGO. Photo : Jenna Harvey



À la conférence Habitat III de Quito, une délégation du réseau WIEGO de 26 personnes, composée de douze représentantes de travailleuses et travailleurs de l'informel et de 14 membres du conseil d'administration et de l'équipe WIEGO, a présenté ou participé à plus de 50 échanges et événements, dont beaucoup d'entre eux étaient focalisés sur la mise en œuvre du NAU. La délégation a également diffusé une tribune collective (développée par les organisations de travailleuses et travailleurs de l'informel du réseau WIEGO) proposant des conseils aux gouvernements locaux et nationaux sur une mise en œuvre du NAU qui soit inclusive pour les moyens de subsistance informels.

Les leaders des travailleuses et travailleurs de l'informel – représentantes d'organisations de vente de rue, de travail à domicile et de recyclage, issues de 8 pays – ont aussi abordé la mise en œuvre du NAU à travers le partage d'exemples sur leur travail. Leurs contributions de réussites et de stratégies concrètes (en plus de celles d'autres réseaux internationaux d'organisations de base comme Shack/Slum Dwellers International (SDI) et la Commission Huairou) ont apporté un complément et un contrepoint de valeur à de nombreuses discussions de la conférence. WIEGO a également présenté 2 événements

Les voix du réseau WIEGO :



« Le phénomène du travail informel n'est pas transitoire ou temporaire, il est le fruit du système économique mondial et il est là pour durer. Les droits du travail dont nous ne bénéficions pas devraient être considérés comme des droits humains dont nous avons tous le droit de profiter ».

- Gabi Olguin (à gauche sur la photo au sommet Habitat III de Quito, en Équateur), membre de la délégation WIEGO, et représentante de la Confédération des travailleuses et travailleurs de l'économie populaire en Argentine (CTEP).

Photo: Jenna Harvey

à la conférence : une séance spéciale sur l'économie informelle, et un événement où on a discuté et partagé les enseignements du projet à cinq ans « Villes inclusives » de WIEGO. WIEGO a aussi animé une table ronde avec SDI pour les parties prenantes populaires.

Le Nouvel agenda urbain représente un important changement global dans la façon d'appréhender les agglomérations, avec à la fois sa reconnaissance des contributions des travailleuses et travailleurs de l'informel envers les villes, et son engagement pour une approche de planification et de développement urbain centrée sur les personnes. Il a le potentiel d'être utilisé de façon stratégique par les travailleurs de l'informel pour réclamer des pratiques et des politiques urbaines plus inclusives. Pour aller de l'avant, WIEGO vise à soutenir activement les travailleuses et travailleurs de l'informel dans leurs efforts pour exploiter ce potentiel, et pour tenir les gouvernements responsables de la mise en œuvre du programme sur le terrain.

Le Groupe de haut niveau des Nations unies appuie l'autonomisation économique des femmes travailleuses de l'informel

Le Groupe de haut niveau des Nations unies pour l'autonomisation économique des femmes (ONU HLP) a été créé en mars 2016 par le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-Moon, afin d'identifier les actions et les priorités pour améliorer les résultats économiques des femmes dans le contexte du Programme de développement durable 2030. WIEGO a été l'une des deux organisations de la société civile (avec Oxfam) à être choisie pour y participer, en association avec des dirigeants des secteurs publics et privés du monde entier. Renana Jhabvala, présidente du Conseil d'administration de WIEGO, agit en tant qu'intervenante, avec Marty Chen, coordinatrice internationale de WIEGO, comme suppléante.



Les adjoints de l'ONU HLP lors d'une réunion à New York, aux États-Unis, en septembre 2016. Photo : UN Femmes/Ryan Brown

Au cours des travaux du groupe, WIEGO a plaidé pour une focalisation sur les femmes travailleuses de l'informel, sur l'action et la parole collective, et sur l'intersection du genre, du statut professionnel et de la catégorie, comme déterminants clés de l'autonomisation économique des femmes. Un des objectifs principaux de WIEGO était aussi d'apporter les voix des femmes de l'économie informelle dans le processus, et de s'assurer que leurs points de vue étaient représentés dans les rapports du groupe.

À cette fin, WIEGO a organisé une délégation de représentantes de travailleuses de l'informel pour assister à la Consultation régionale d'Amérique latine de l'ONU HLP à San José, au Costa Rica, au mois de juillet 2016. En août 2016, WIEGO et SEWA ont accueilli leurs propres consultations afin de permettre aux travailleuses de l'informel de fournir leur contribution au processus de l'ONU HLP : au siège de SEWA à Ahmedabad, en Inde, et à Johannesburg, en Afrique du Sud (en coordination avec Oxfam). WIEGO a également produit une série de documents contextuels et de notes d'information sur des politiques pour l'ONU HLP, ainsi que des exemples de bonnes pratiques issues du réseau WIEGO.

Le premier rapport de l'ONU HLP a été présenté pendant l'Assemblée générale des Nations unies au mois de septembre 2016. Ce rapport s'est intéressé aux forces motrices clés de l'autonomisation économique pour quatre secteurs : les travailleuses agricoles, les travailleuses de l'informel, les travailleuses du secteur formel, et les gérantes d'entreprise. Le rapport établit la nécessité de renforcer la parole, la visibilité et la reconnaissance des travailleuses de l'informel, et précise une série de recommandations pour améliorer leurs résultats économiques. Ces recommandations comprennent l'extension de la protection, de l'identité et de la reconnaissance juridique, l'extension des droits du travail, l'inclusion des organisations de travailleuses de



Le cadre de l'ONU HLP précisant quatre domaines de travail et sept forces motrices de l'autonomisation économique des femmes

l'informel dans les processus de négociation collective, d'élaboration des politiques et de définition des règles, une réglementation propice de l'espace public, et de l'accompagnement pour la formation des travailleuses de l'informel.

« Les travailleuses et travailleurs de l'informel sont contraints par un manque de parole (dans les opportunités d'exercer un pouvoir d'influence et de négociation), de visibilité (en preuves et en données fiables sur le travail informel) et de validité (identité et reconnaissance juridique). Ces contraintes, qui se renforcent mutuellement, signifient que les contributions des travailleuses et travailleurs de l'informel envers les économies locales et nationales sont méconnues et sous-évaluées ».

- Extrait du premier rapport de l'ONU HLP, « Ne laisser personne pour compte ».

Le rapport final suivant de l'ONU HLP a été publié pendant la 61^e Séance de la Commission sur le statut des femmes, en mars 2017. Ce rapport fournit des recommandations et des étapes d'action plus spécifiques pour faire avancer l'autonomisation économique des femmes, incluant l'éradication de la stigmatisation des travailleuses de l'informel, la reconnaissance et l'accompagnement de leurs organisations, la réforme des règlements et des lois de passation des marchés afin de créer un environnement plus

favorable pour que les travailleuses agricoles et celles de l'informel puissent répondre à des appels d'offres, et la réforme des cadres juridiques en ligne avec la Recommandation 204 de l'OIT. Les deux rapports comportent des études de cas et des citations de membres du réseau WIEGO.

« Réduire la discrimination contre l'économie informelle, où la plupart des femmes travailleuses des pays en développement sont engagées, est essentiel. Cela requiert d'accorder une identité et une reconnaissance juridique aux travailleuses et travailleurs de l'informel, d'étendre leur protection juridique sous la forme de contrats applicables, de droits de propriété et de droits du travail, d'assurer une égalité de traitement en matière de taxes et de redevances, et de réformer les pratiques, les politiques, les réglementations et les lois négatives qui pénalisent et minent leurs moyens de subsistance ».

- Extrait du premier rapport de l'ONU HLP, « Ne laisser personne pour compte ».

Les voix du réseau WIEGO :



« Chaque fois que vous voulez créer des politiques publiques, il doit y avoir un dialogue avec les organisations de travailleuses domestiques. Souvenez-vous de la création de la Convention 189 de l'OIT sur laquelle nous – les organisations de travailleuses domestiques – avons travaillé. Aucune loi sans nous ! »

- Marcelina Bautista, fondatrice et directrice du Centre d'appui et de formation des travailleuses domestiques (acronyme espagnol CACEH), et membre de la délégation WIEGO à la Consultation régionale d'Amérique latine de l'ONU HLP.

Photo: Jenna Harvey

Les travailleuses et travailleurs à domicile sous-traités sont reconnus en tant que parties prenantes des chaînes d'approvisionnement mondiales à la Conférence internationale du Travail 2016

Tout au long de l'année 2016, les organisations de travailleuses et travailleurs à domicile sous-traités ont utilisé le 20^e anniversaire de l'adoption de la Convention sur le travail sous-traité de l'OIT (C177) afin de mieux faire connaître les défis continuels auxquels elles sont confrontées. Par conséquent, lorsque « le travail décent dans les chaînes d'approvisionnement mondiales » a été annoncé comme le sujet de la Discussion générale pour la Conférence internationale du Travail (CIT) 2016, ces organisations de travailleurs sous-traités y ont vu une opportunité stratégique. En préparation de la CIT, WIEGO, HomeNet de l'Asie du Sud, et HomeNet de l'Asie du Sud-Est ont rassemblés les travailleuses et travailleurs sous-traités de 18 pays pour développer une tribune collective qui présente leurs demandes de reconnaissance, d'égalité des salaires avec les travailleurs d'usine, ainsi que les droits et prestations exposés dans la C177, dont le droit à la négociation collective. À la CIT (qui s'est tenue au siège de l'Organisation internationale du Travail à Genève, en Suisse), une délégation de travailleuses sous-traitées et de coordinatrices d'Afrique, d'Amérique latine, d'Asie du Sud et d'Asie du Sud-Est, épaulée par les membres de l'équipe WIEGO, a diffusé la tribune et participé à la Discussion générale.



La délégation WIEGO à la Conférence internationale du Travail 2016, à Genève, en Suisse. Photo : WIEGO

Suite aux interventions de la délégation WIEGO, les Conclusions officielles de la Discussion générale reconnaissent les travailleuses et travailleurs à domicile sous-traités en tant que travailleurs faisant partie des chaînes d'approvisionnement mondiales. Les Conclusions reconnaissent également la C177 comme l'un des instruments que l'OIT devrait utiliser comme guide dans le développement d'un plan d'action pour faire progresser le travail décent dans les chaînes d'approvisionnement mondiales.

Des panélistes lors de l'événement spécial pour commémorer le vingtième anniversaire de C177. Photo : WIEGO.

Toujours lors de la CIT 2016, le Groupe des travailleurs de la CIT a organisé un événement spécial pour commémorer le 20^e anniversaire de l'adoption de la C177. WIEGO et les représentantes des travailleuses et travailleurs sous-traités ont participé à cet événement, où les intervenants ont discuté du progrès des ratifications nationales de la C177 et des exemples positifs de législations protégeant les travailleurs sous-traités. Les participants ont aussi discuté de la pertinence de la C177 aujourd'hui, et des nouvelles formes émergentes de travail sous-traité dans le contexte d'une économie de plus en plus numérique.



Après la CIT, le Programme Droit de WIEGO a réalisé un document pour l'Université mondiale du travail (acronyme anglais GLU) évaluant les mécanismes existants de gouvernance mondiale et nationale des chaînes d'approvisionnement, du point de vue de leur potentiel à concrétiser le travail décent pour les travailleuses et travailleurs sous-traités. Ce document a été travaillé en atelier avec les syndicats, le Conseiller syndical de l'OCDE, et des organisations de travailleuses et travailleurs sous-traités du Bangladesh, du Cambodge, de l'Inde, du Népal et du Pakistan, au mois d'octobre 2016. Cet atelier de travail était la première étape d'un processus plus large de mobilisation de ses organisations, dans la mise en place des responsabilités des entreprises à identifier, prévenir, et remédier aux violations de droits humains dans leurs chaînes d'approvisionnement. Toujours à travers l'université mondiale du travail, le Programme Droit de WIEGO a contribué à l'inclusion des travailleuses et travailleurs sous-traités dans la version révisée du Guide OCDE sur le devoir de diligence pour des chaînes d'approvisionnement responsables.

Les voix du réseau WIEGO :

« Nous souhaiterions rappeler à l'OIT que cette année marque le 20^e anniversaire de la Convention 177 sur le travail à domicile, mais que seulement 10 pays l'ont ratifié. Donc il est important que l'OIT et les organisations internationales mettent la pression sur les gouvernements pour ratifier cette convention, en particulier dans ces pays où le nombre de travailleuses et de travailleurs sous-traités est élevé. La ratification offre aux travailleurs sous-traités un statut juridique, ce qui signifie que des droits fondamentaux du travail, comme la liberté d'association et la négociation collective, ont plus de probabilités de se réaliser pour eux.



N'importe quelle norme sur les chaînes d'approvisionnement doit intégrer les travailleuses et les travailleurs sous-traités. L'échec à reconnaître leur contribution économique comme partie des chaînes d'approvisionnement mondiales signifiera simplement que la base de la chaîne restera non réglementé ».

- Zehra Khan, secrétaire générale de la Fédération des femmes travailleuses à domicile du Pakistan, et membre de la délégation WIEGO à la CIT 2016.

Photo: WIEGO

Agir localement : influencer les politiques et les pratiques pour soutenir les travailleuses et travailleurs de l'informel

WIEGO continue d'engager des efforts ciblés pour assister les travailleuses et travailleurs de l'informel dans les agglomérations sélectionnées au travers de notre initiative « Villes focales ». En 2016, à Lima, au Pérou, ainsi qu'à Accra, au Ghana, les membres des équipes locales de WIEGO ont accompagné les organisations de travailleuses et travailleurs de l'informel dans des actions de plaidoyer avec les principaux partis politiques pendant les élections nationales. Depuis que les élections sont terminées, nous avons déjà commencé à voir les résultats de cette mobilisation – à travers la reconnaissance accrue des travailleuses et travailleurs de l'informel par les partis nouvellement élus, et au travers de changements politiques concrets (par ex : les plans de levée d'une taxe punitive sur les porteuses de marché d'Accra, et une incitation des employeurs à déclarer les travailleuses domestiques à Lima, comme il est décrit ci-dessous).

L'initiative Villes focales s'est prolongée en 2016-17 pour inclure de nouveaux projets à Bangkok en Thaïlande, à Dakar au Sénégal, à Delhi en Inde, et à Mexico au Mexique. En ligne avec l'approche de Villes focales, ces projets viseront à renforcer la capacité des travailleuses et travailleurs de l'informel et leurs organisations, ainsi qu'à encourager le dialogue entre les travailleurs de l'informel et les autorités gouvernementales.

Une taxe punitive pour les porteuses de marché d'Accra, au Ghana, abolie suite à un plaidoyer soutenu.

En 2016, les organisations de base de travailleuses et travailleurs de l'informel se sont mobilisées, avec le soutien du projet Villes focales de WIEGO à Accra, au Ghana, pour influencer les manifestes politiques des principaux partis aux élections de 2016. Au mois d'août, les dirigeants des organisations de base ont rencontré les représentants de quatre des principaux partis politiques lors d'une assemblée publique, où ces représentants ont exposé leurs propositions pour des politiques et des programmes en faveur de l'économie informelle. Les organisations de base ont répondu en expliquant leurs préoccupations et leurs propres propositions. Parmi celles-ci, figurait la suggestion d'abolir une taxe imposée aux porteuses de marché (connues sous le nom de *kayayei*) à Accra.

Ce péage, qui taxe au quotidien les *kayayei* pour opérer à l'intérieur et autour des marchés, avait été instauré par l'Assemblée métropolitaine d'Accra (AMA) dans l'optique d'une politique de mobilisation accrue des revenus générés intérieurement. Cette taxation estime que les porteuses de marché sont indépendantes, alors qu'elles sont en fait des travailleuses salariées par les commerçants et les clients des marchés.

Le nouveau parti élu – le Nouveau parti patriotique (NPP) – s'est engagé pendant la campagne électorale à supprimer le péage. Le NPP a aussi présenté des propositions additionnelles censées bénéficier aux travailleuses et travailleurs de l'informel, dont un projet de développement des compétences



Des porteuses de marché (*Kayayei*) à Accra, au Ghana. Photo : Jonathan Torgovnik/ Getty Images Reportage

pour les porteuses de marché, le déploiement de fonds pour l'attribution de crédits aux commerçants des marchés, des mises à niveau et des améliorations d'infrastructure des marchés, et l'établissement de régimes d'assurance pour les travailleuses et travailleurs de l'informel.

En décembre 2016, le NPP était déclaré vainqueur des élections nationales, et les *kayayei* ont immédiatement lancé le processus d'engagement avec le nouveau gouvernement pour leur rappeler leur promesse électorale, en organisant une marche à travers les rues d'Accra. Leurs efforts ont payé : en mars 2017, le nouveau gouvernement a tenu sa promesse et a annoncé la levée du droit de passage.

Une campagne publique améliore l'accès aux avantages sociaux pour les travailleuses domestiques de Lima, au Pérou

De la mano para poder trabajar y de nuestros hijos y hogar, poder cuidar



Illustration de la campagne, affichant son slogan : « Ensemble, main dans la main, prenons soin de nos enfants et de nos foyers »

Depuis 2014, à Lima, au Pérou, le projet Villes focales de WIEGO encourage une collaboration entre les représentants de l'administration et deux fédérations nationales de travailleuses domestiques, dans le cadre d'une campagne publique pour accroître le nombre de travailleuses domestiques ayant accès à la sécurité sociale professionnelle de santé et de retraite. La campagne « Hogar que Valora » (un foyer qui apprécie) visait à inciter les foyers du quartier de San Borja, à Lima, à déclarer leurs travailleuses domestiques auprès du centre des impôts, afin d'amorcer les paiements de santé et de retraites auxquels elles ont droit de par la loi. La campagne a été populaire sur les réseaux sociaux à travers la métropole de Lima, et elle a duré deux mois, de mi-juillet à mi-septembre 2016. Elle introduisait de l'humour, et soulignait les aspects positifs des travailleuses et des employeurs collaborant ensemble comme des partenaires pour prendre soin de leurs familles et de leurs foyers. À la clôture de cette campagne, 5 500 travailleuses domestiques supplémentaires

ont été enregistrées dans la métropole de Lima. Les services de sécurité sociale continueront d'utiliser les outils de campagne de WIEGO, et il y a des plans pour transposer cette campagne à l'échelle nationale avec le ministère du Travail.

Peu après la clôture de la campagne, le nouveau gouvernement national élu a adopté une réduction de l'impôt sur le revenu pour stimuler les employeurs à effectuer leurs versements pour les prestations sociales des travailleuses domestiques. D'après une nouvelle politique unique, les cotisations versées pour les avantages sociaux des travailleuses domestiques peuvent réduire le montant dû de l'impôt sur le revenu d'une somme équivalente – ce qui assure une motivation significative des employeurs pour déclarer leurs travailleuses domestiques et contribuer à leur sécurité sociale. Alors que cette politique ne peut pas être directement imputable à la campagne, il est probable que l'élan, la collaboration, et l'attention accrue portée sur la question des droits des travailleuses domestiques ont participé à son adoption.

De plus, en 2015-16, l'équipe de Villes focales de Lima a travaillé avec les organisations de travailleuses et travailleurs de l'informel et leurs alliés pour se mobiliser dans un plaidoyer auprès des partis politiques en compétition, dans la perspective des élections nationales de 2016. Depuis lors, l'équipe de Lima œuvre à la mise en place de réunions et de séances de discussions avec la nouvelle administration, en particulier pour aborder l'objectif fixé du gouvernement d'atteindre 60 % d'emploi formel d'ici 2021.

Renforcer les réseaux : Organiser, apprendre et développer les compétences

Les échanges transnationaux favorisent la collaboration et le partage des connaissances

Explorer des stratégies inclusives de gestion des déchets solides en Afrique et en Amérique latine

Au mois d'août 2016, WIEGO et l'Association des recycleuses et recycleurs de Bogota (ARB), ont accueilli une rencontre d'échange de connaissances à Bogota, en Colombie, entre les membres et les partenaires du réseau WIEGO, Shack/Slum Dwellers International (SDI) et Avina. Cet échange visait à créer une opportunité de partager les expériences de ces trois organisations autour des stratégies de mobilisation et des activités de plaidoyer.

L'échange de Bogota (parrainé par l'Alliance des villes, dont WIEGO est adhérent) a ouvert un espace pour que les représentantes et représentants des affiliés de WIEGO, le Réseau des récupératrices et récupérateurs de matériaux sud-africains (SAWPA) et le « Red Nacional de Recicladores de Ecuador » (RENAREC), accompagnés par des participants de l'ONG « Asiyé eTafuleni » basée à Durban, Avina et SDI, puissent bénéficier des expériences de l'ARB. Les présentations des membres d'ARB ont été complétées par des visites de terrain sur les chemins de collecte et les centres de recyclage de l'ARB, afin de découvrir le modèle opérationnel et le modèle d'inclusion des récupératrices et récupérateurs de matériaux de Bogota.

En novembre 2016, Sonia Dias et Federico Parra, membres de l'équipe WIEGO, ont poursuivi le dialogue et le partage des connaissances autour de la gestion inclusive des déchets, lors d'un échange international à Johannesburg avec les récupérateurs de matériaux et les autorités municipales. Sonia et Federico ont partagé les fruits de leur grande expérience dans l'organisation et la collaboration avec les récupératrices et récupérateurs de matériaux au Brésil et en Colombie, en particulier dans le domaine de leur intégration dans les systèmes municipaux de gestion des déchets.

Réclamer des droits pour les travailleuses domestiques en Amérique latine

L'Échange régional d'expériences de travailleuses domestiques : Convention 189 et sécurité sociale, s'est tenu à Mexico, au Mexique, au mois de février 2017. Cet atelier de travail était organisé conjointement par WIEGO, l'Institut de leadership Simone de Beauvoir, le Centre d'appui et de formation pour les travailleuses domestiques (acronyme espagnol CACEH), et le Syndical national des travailleurs et travailleuses domestiques (acronyme espagnol SINACTRAHO). Plus de 45 travailleuses domestiques venues d'Argentine, du Chili,



Les participants de l'échange de connaissances visitent le siège de l'Association des recycleuses et recycleurs de Bogota, en Colombie. Photo : WIEGO



Les participantes de l'échange posent avec les gants de la campagne de CACEH pour les droits des travailleuses domestiques : « Mettez vos gants pour les travailleuses domestiques ». Photo : WIEGO

du Costa Rica, de la Jamaïque, du Mexique et d'Uruguay se sont rencontrées pour partager leurs expériences, et discuter des stratégies de plaidoyer autour des législations de sécurité sociale et de la ratification de la Convention 189 de l'OIT sur le travail domestique (C189). La rencontre a aussi offert l'opportunité pour les travailleuses domestiques en provenance de toute l'Amérique latine de partager les avancées législatives de leurs pays respectifs, comme un moyen de soutenir les travailleuses domestiques mexicaines dans l'élaboration de leur stratégie pour faire progresser leur propre combat pour des droits et des protections.

Pendant la réunion, les participantes ont travaillé ensemble au développement d'une tribune politique exposant une série de demandes pour le gouvernement mexicain, qu'elles ont ensuite présentée au Sénat de la République, le 29 mars 2017 – la veille de la Journée des travailleuses domestiques du Mexique.

« Nous, les femmes travailleuses domestiques unies, avons identifié des violations systématiques de nos droits économiques et sociaux à des degrés divers et dans différents contextes, ainsi que leur interdépendance avec le droit au travail, un salaire digne, la sécurité sociale, et les droits d'accès à la nourriture, à l'éducation, au logement, aux soins et à la santé, en particulier la santé reproductive et sexuelle. En tant que travailleuses domestiques, nous voulons susciter une prise de conscience sur la situation dans laquelle nous subsistons et nous travaillons, et par conséquent sur les revendications que nous présentons, afin que nos droits soient garantis, et que notre quotidien puisse devenir meilleur. Dans ce but, nous réclamons que les problèmes auxquels nous sommes confrontées soient reconnus et que nos demandes soient satisfaites. Nous réclamons d'être reconnues en tant que travailleuses de pleins droits ».

– Extrait de la Tribune politique pour les droits des travailleuses domestiques du Mexique (élaborée lors de l'échange).

Prévoir des agglomérations inclusives en Inde et en Thaïlande

Au mois de mars 2017, une délégation de représentantes de travailleuses et travailleurs de l'informel et de responsables municipaux de huit agglomérations thaïlandaises a voyagé jusqu'à Ahmedabad, en Inde, pour un échange de connaissances avec l'Association des femmes indépendantes (SEWA). L'échange s'est construit sur la relation de longue date établie entre HomeNet Thaïlande, SEWA et WIEGO.

Cet échange a mis au défi les participants de réfléchir aux façons dont les agglomérations et les organisations de travailleuses et travailleurs de l'informel peuvent collaborer plus efficacement. Pendant ces visites, les membres de SEWA ont partagé leurs expériences de travail avec la municipalité – qu'elles aient été difficiles ou réussies – pour créer des processus plus inclusifs, en particulier pour ce qui concerne la vente de rue et la gestion des déchets solides.



Les délégués thaïlandais visitent l'Association des femmes indépendantes à Ahmedabad, en Inde. Photo : WIEGO

Renforcer les compétences à travers la formation et la certification

Un atelier de travail sur la négociation collective élaboré pour les vendeuses et vendeurs de rue

Au mois de mars 2017, WIEGO a offert son assistance à StreetNet International pour l'organisation d'un atelier sur la négociation collective pour 18 de ses affiliés. L'atelier s'est déroulé à Dakar, au Sénégal, et il a été suivi par les représentantes et représentants des affiliés de StreetNet venus de trois régions (Afrique, Europe de l'Est, et Amérique latine). Le Programme Organisation et représentation de WIEGO a apporté son soutien à la coordinatrice de StreetNet International, Pat Horn, pour la planification, l'animation et la documentation de cet atelier de travail.

L'atelier de travail était conçu pour être hautement participatif et concret ; il visait à renforcer les compétences de négociation des participants, et abordait des sujets tels que : comment conserver l'implication des adhérents, comment rédiger un accord de base, et comment appliquer un accord. Le rassemblement comportait aussi des visites de terrain, au marché local de Rufisque en dehors du centre-ville de Dakar, ainsi qu'au marché aux poissons, où les participants ont eu l'opportunité d'échanger avec les vendeuses et vendeurs et les administrateurs du marché. Les deux sites ont offert un contraste intéressant – alors que le marché de Rufisque dispose d'un forum de négociation permanent, qui fonctionne avec des résultats mitigés, le marché au poisson n'en a pas, et il y a très peu de consultation ou de négociations entre les vendeurs et les autorités. Les participantes et participants ont débattu et réfléchi sur les enseignements à tirer de ces deux visites, et ils ont utilisé cette information dans l'élaboration des plans pour faire progresser l'établissement de forums de négociation permanents dans leurs pays respectifs.

Le processus de certification et de formalisation pour les récupératrices et récupérateurs des matériaux s'étend à travers la Colombie

Pendant les deux dernières décennies, à travers l'auto-organisation, le plaidoyer politique et les combats juridiques, l'Association des recycleuses et recycleurs de Bogota (ARB) s'est battue pour un environnement favorable aux récupératrices et récupérateurs des matériaux et à leurs organisations en Colombie. Une des victoires les plus significatives dans cette lutte est survenue en 2011, lorsque la Cour constitutionnelle de Colombie s'est prononcée en faveur des récupératrices et récupérateurs de matériaux en tant que prestataires de service public. En 2013, après avoir réussi à un appel d'offres, les membres de l'ARB ont commencé à recevoir des paiements de la municipalité pour les services de gestion des déchets qu'ils fournissent. En 2016, la Cour a adopté la Résolution 276 sur la gestion intégrée des déchets solides – soutenant ainsi la reproduction à travers tout le pays du modèle développé à Bogota. Depuis lors, l'ARB travaille pour étendre à d'autres régions de la Colombie le modèle de gestion des déchets solides élaboré à Bogota, en partenariat avec l'Association nationale des recycleuses et recycleurs (acronyme espagnol ANR), et avec l'appui de WIEGO.

La professionnalisation des récupératrices et récupérateurs de matériaux à travers un programme de certification a constitué une étape décisive dans ce processus. Le programme a été mis au point par l'ANR et par WIEGO, en partenariat avec le Service de formation national de Colombie en 2015, et il était à l'origine mis à disposition pour les récupérateurs de matériaux de Bogota. En 2016-2017, il a été étendu au service des récupératrices et récupérateurs de matériaux dans 18 municipalités supplémentaires. En 2016, grâce à ce programme, 454 femmes et 438 hommes ont reçu une certification de compétences essentielles dans le recyclage. La certification est une étape déterminante dans le processus de formalisation – qui est accompli lorsque les récupératrices et récupérateurs de matériaux acquièrent une reconnaissance formelle, et un enregistrement en tant que prestataires de service public pour les municipalités. Pendant la période 2016-2017, WIEGO a fourni un accompagnement et une assistance à neuf organisations de récupératrices et récupérateurs de matériaux pour compléter ce processus de formalisation.

Élargir la base des connaissances : acheminer les débats sur les travailleuses et travailleurs de l'informel

L'un des objectifs principaux de WIEGO est d'élargir les cadres conceptuels, les approches politiques, et les normes statistiques, pour intégrer les réalités propres aux travailleuses et travailleurs de l'informel. Dans ce processus, WIEGO s'emploie à porter les expériences vécues des travailleuses et travailleurs de notre réseau jusque les opinions majoritaires dans le milieu universitaire ou lors de débats sur des politiques. À cette fin, en 2016-17, WIEGO était à la manœuvre sur de multiples fronts – sur la révision d'une classification internationale d'après la situation dans la profession qui était obsolète, sur l'analyse et la diffusion des résultats de la recherche sur la garde d'enfants avec les travailleuses de l'informel, et sur la publication de numéros spéciaux de revues académiques sur les moyens de subsistance de l'informel.

WIEGO participe à la révision de la Classification internationale d'après la situation dans la profession (CISP-93)

La Classification internationale d'après la situation dans la profession (CISP-93) est la norme internationale actuelle pour les statistiques sur les relations de travail. Elle classe les emplois par mode d'organisation du travail ou par contrat – qu'ils soient explicites ou implicites – entre les travailleurs et les unités économiques qui les emploient. La 19^e Conférence internationale des statisticiens du travail (CIST) de 2013 a décidé que le CISP-93 nécessitait d'être révisé afin de mieux refléter les modifications du marché du travail et des dispositions contractuelles. En conséquence, un groupe de travail tripartite a été mis en place et chargé de développer une proposition de classification réformée, pour être présentée au CIST 2018. WIEGO est un membre actif de ce groupe de travail.

À compter d'avril 2017, l'OIT a convoqué trois réunions du groupe de travail et a soumis les propositions préliminaires pour discussion. Celles-ci comprennent un cadre conceptuel recouvrant tous les statuts professionnels (afin de refléter la nouvelle définition du travail adoptée par la 19^e CIST) et une classification d'après la situation dans la profession qui est un sous-ensemble du précédent. En ce qui concerne la situation dans la profession, les points critiques d'analyses sont les suivants : comment aborder la situation des travailleuses et travailleurs employés en tant que contractuels et qui ne correspondent pas aux statuts existants (employés salariés ou indépendants), comment intégrer les travailleuses et travailleurs sous-traités comme un sous-groupe de contractuels qui sont économiquement dépendants d'une autre entité pour obtenir du travail, et comment définir des sous-catégories parmi les employés et les travailleurs familiaux.

WIEGO porte un intérêt particulier à la classification des travailleuses et travailleurs sous-traités, des travailleuses et travailleurs à domicile indépendants, et des autres contractuels qui sont économiquement dépendants. Nous sommes également concentrés sur la classification des sous-catégories au sein de la catégorie des « employés », pour les travailleuses et travailleurs qui ont moins de protection sociale du fait de leurs conditions d'emploi, comme les travailleuses domestiques. Enfin, nous nous engageons spécifiquement à nous assurer que le lieu de travail soit pris en compte dans cette réforme (merci de consulter la [Note d'information statistique n° 17](#) de WIEGO sur les principales catégories préoccupantes dans le processus de révision).

L'Initiative garde d'enfants souligne le besoin de mise à disposition de services publics

En réponse à la demande des organisations de base de travailleuses et travailleurs de l'informel, le Programme Protection sociale de WIEGO a lancé [l'Initiative garde d'enfants](#) (acronyme anglais CCI) en 2014. L'une des premières actions de cette initiative a été de mener des discussions de groupes focaux avec les femmes travailleuses de l'informel, en collaboration avec les organisations de base de cinq pays, pour étudier les rapports entre le travail rémunéré et le devoir de soins à l'enfance. En septembre 2016, la CCI a publié son premier rapport détaillant les conclusions de ces discussions. Ce rapport expose les difficultés auxquelles les femmes travailleuses de l'informel sont confrontées pour équilibrer leurs obligations de garde d'enfants avec un travail rémunérateur, au vu d'options d'accès aux services de garde d'enfant limitées ou inexistantes. Le rapport détaille en particulier comment de faibles revenus, de longues heures de travail, et une absence de protection sociale laissent souvent peu de temps ou de moyens aux femmes travailleuses de l'informel pour s'occuper des enfants. Réciproquement, les responsabilités de garde d'enfants peuvent limiter l'accumulation des biens et le potentiel des revenus. Ce rapport soutient que la mise à disposition de services publics de garde d'enfants qui soient accessibles et de bonne qualité est une intervention politique capitale, qui a le potentiel de grandement améliorer la productivité et les revenus des femmes travaillant informellement, tout en assurant de meilleurs bilans de santé et d'éducation pour leurs enfants.

Au mois de septembre 2016, une délégation du réseau WIEGO a participé au 13^e Forum international de l'Association pour les droits de la femme et le développement (acronyme anglais AWID) qui s'est tenu à Bahia, au Brésil. WIEGO a saisi cette opportunité pour diffuser le rapport et discuter de ses conclusions avec les organisations de droits du travail et de droits des femmes.

À travers la CCI, les membres et les partenaires de WIEGO commencent à examiner comment intégrer la garde d'enfants dans leurs efforts d'organisation. Dans cette optique, la CCI a publié un rapport de suivi au mois de mars 2017 sur la façon dont les femmes travailleuses de l'informel se mobilisent pour la garde d'enfants. En utilisant des exemples du Brésil, du Ghana, et de l'Inde sur différentes stratégies de garde d'enfants, le rapport traite des actions de plaidoyer et de mise en œuvre que les organisations de base peuvent reprendre pour aborder les besoins de garde d'enfants de leurs membres. Il conclut que des services de qualité nécessitent un soutien financier public pour être accessible aux travailleuses et travailleurs de l'informel et à leurs enfants.

Dans les années à venir, la CCI aspire à monter des coalitions nationales et internationales qui rassembleront les défenseurs des droits des enfants, des femmes et du travail, les réseaux de protection sociale, les chercheurs, et les institutions internationales solidaires. Les initiatives de plaidoyer nationales et internationales viseront à positionner la garde d'enfants comme une composante essentielle de protection sociale pour toutes les travailleuses et tous les travailleurs, dans l'espoir de développer la mise à disposition des soins à l'enfance, avec le soutien des employeurs et des gouvernements.



*Visuel de campagne de
l'Initiative garde d'enfants pour
des services de garde publics.*

Des éditions spéciales de revues mettent en lumière les moyens de subsistance informels

Environment & Urbanization

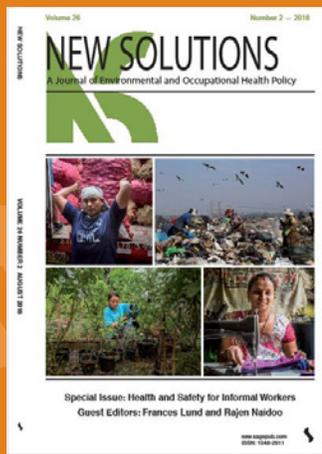


Édition spéciale d' « Environnement & urbanisation » sur les agglomérations et les moyens de subsistance informels

WIEGO a été invité par l'Institut international pour l'environnement et le développement (IIED) à rédiger une édition spéciale d'*Environnement & urbanisation* sur les moyens de subsistance urbains, et qui a été publiée au mois d'octobre 2016 afin de coïncider avec le sommet d'Habitat III à Quito, en Équateur. Les articles de cette édition s'appuient sur le vaste travail de recherches, de politiques, et de plaidoyer de WIEGO sur l'économie informelle urbaine, pour défendre une conceptualisation élargie des moyens de subsistance informels, et une approche humaniste dans la planification pour et avec les travailleuses et travailleurs de l'informel urbains. Cette édition synthétise les enseignements actuels et les observations sur les travailleurs à domicile, les vendeurs de rue, et les récupérateurs de matériaux travaillant dans des environnements urbains, qui sont issus de projets portant sur la santé et la sécurité ainsi que sur la technologie en milieu de travail, tous en relation avec l'emploi informel. L'édition a été dédiée à Zodwa Khumalo, une guérisseuse traditionnelle respectée, et une représentante influente des travailleuses et des travailleurs – affectueusement surnommée « MaDlamini » – du marché de Warwick Junction à Durban, en Afrique du Sud, et qui s'est éteinte au mois de juillet 2016. Sa photo est en couverture du numéro.

Édition spéciale de « Nouvelles solutions » sur la santé et la sécurité des travailleuses et travailleurs de l'informel

Nouvelles solutions est un journal sur la santé au travail ayant une démarche progressiste axée sur les travailleurs. WIEGO a été invité à coécrire une édition spéciale du journal, sur la santé et la sécurité des travailleuses et travailleurs de l'informel, publiée au mois d'août 2016. Le numéro, qui puise dans les travaux collaboratifs de WIEGO sur la santé et la sécurité au travail (SST) pour les travailleuses et travailleurs de l'informel de six pays, expose à la fois les défis et les opportunités pour obtenir des environnements de travail plus sûrs pour ces derniers. En particulier, cette édition présente plusieurs exemples d'interventions de SST conduites par des organisations de travailleuses et travailleurs de l'informel, seules ou en collaboration avec des syndicats du secteur formel ou des autorités municipales.



Publications, blog et autres ressources marquantes de WIEGO en 2016-17

Publications

Alfers, L. 2016. Rapport d'investigation de l'Initiative garde d'enfants de WIEGO : [“Our children do not get the attention they deserve.”](#) Cambridge, MA, USA: WIEGO. Aperçu disponible en espagnol, français et portugais.

Alfers, L. 2017. [The Informal Workers Health Project](#). Cambridge, MA, EUA: WIEGO.

Carré, F, R. Negrete et J. Vanek. 2016. [“Relating Quality of Employment to Informal Employment.”](#) Notes statistiques de WIEGO. No. 15. Cambridge, MA, EUA: WIEGO.

Chen, M. 2016. [Inclusive Cities and the Urban Working Poor: Informality, Gender and Empowerment](#). WIEGO.

Chen, M. 2016. [Expanding the Economic Potential of Informal Workers](#). Note d'information sur des politiques préparée pour l'ONU HLP.

Chen, M. 2016. [Women Own Account Workers](#). Note d'information sur des politiques préparée pour l'ONU HLP.

Eaton, A., S. Schurman et M. Chen. 2017. [Informal Workers and Collective Action: A Global Perspective](#). Ithaca, New York: Cornell University Press. (La publication intégrale doit être obtenue chez Cornell University Press).

Harvey, J. et R. Jhabvala. 2016. [Financial and Digital Inclusion](#). Note d'information sur des politiques préparée pour l'ONU HLP.

Moussié, R. 2017. [Les femmes travailleuses de l'économie informelle se mobilisent pour la garde d'enfants](#). Cambridge, MA, USA: WIEGO. Également disponible en [espagnol](#) et en [anglais](#).

Moussié, R. 2016. [Child Care](#). Note d'information sur des politiques préparée pour l'ONU HLP.

[Organizing for Change: Workers in the Informal Economy](#) (video).

Roever, S. et M. Rogan. 2016. [Improving Pay and Working Conditions](#). Note d'information sur des politiques préparée pour l'ONU HLP.

[The Warrior Within](#) édité par Rhiana Chinapen en coordination avec Sonia Dias et Ana Carolina Ogando (video).

von Broembsen, M. et M. Chen. 2016. [Eliminating Legal Barriers](#). Note d'information sur des politiques préparée pour l'ONU HLP.

WIEGO. 2016. [Travail décent pour les travailleuses et travailleurs à domicile sous-traités¹ dans les chaînes d'approvisionnement mondiales Plate-forme de revendications](#). Également disponible en [anglais](#) et [espagnol](#).

WIEGO. 2016. [Implementing the New Urban Agenda. How Local and National Governments Can Support the Urban Informal Economy](#). Cambridge, MA, USA: WIEGO. Disponible en [espagnol](#).

Institut de l'université d'Harvard de l'Asie du Sud, HomeNet de l'Asie du Sud et WIEGO. 2016. [Empowering Home-based Workers in India: Strategies and Solutions](#).

Articles de blog de WIEGO

[Can Informal Employment Actually Reduce Poverty?](#) par M. Rogan et P. Cichello, 16 février 2017.

[Child care for women informal workers proves essential to earning power](#) par R. Moussié, 31 août 2016.

[Five Case Studies that Illustrate Steps Towards an Inclusive City](#) par R. Douglas, 28 octobre 2016.

[Four Strategies to Integrate Waste Pickers into Future Cities](#) par S. Dias, 28 février 2017

[‘It’s a Win-Win:’ How a Street Vendor Leader Used Recommendation 204 to Change Policy in Costa Rica](#) par J. Harvey, 13 mars 2017.

[Our role has been to make the informal economy visible and give it validity](#) FAQ avec R. Jhabvala, 21 septembre 2016.

[Response to Zero Draft Of The New Urban Agenda: Women in Informal Employment: Globalizing and Organizing \(WIEGO\)](#) 6 juin 2016

[‘You don’t need Facebook to tell you how to pick waste’](#) par S. Roever, 21 décembre 2016.

Pour une liste complète de nos articles sur le blog, visitez wiego.org/blogs.

Gouvernance, opérations et finances

Quatre coordinateurs de villes focales sélectionnés pour conduire de nouveaux projets

« Villes focales » est le terme utilisé pour désigner les agglomérations où WIEGO dispose de 1 à 2 personnes qui travaillent avec les organisations de travailleuses et travailleurs de l'informel, afin de renforcer leur capacité à s'impliquer avec les autorités municipales et d'autres acteurs sur les enjeux relatifs à leurs moyens de subsistance. En 2016-17, WIEGO a lancé ses nouveaux projets de Villes focales dans quatre agglomérations : Bangkok en Thaïlande, Dakar au Sénégal, Delhi en Inde, et Mexico au Mexique.

À Bangkok, les travaux seront conduits par Sarah Reed, qui réside et travaille en Asie du Sud-Est depuis 2011. Sarah travaille en soutien du partenaire et membre institutionnel de WIEGO, HomeNet Thaïlande. Elle possède une grande expérience de mise à disposition d'appui stratégique et analytique pour les organisations internationales de la région, en particulier dans le domaine de l'urbanisation inclusive et de la résistance aux changements climatiques.

À Dakar, les travaux seront conduits par Adama Soumaré, un activiste qui travaille à la fois avec les récupérateurs de matériaux et les vendeurs de rue depuis plus de 25 ans au Sénégal. Adama est expérimenté dans la formation et le renforcement des compétences, la médiation et l'animation, ainsi que dans la gestion de projets, de plaidoyer et de recherche-action.

À Delhi, les travaux seront conduits par Shalini Sinha, qui s'est engagée avec WIEGO dans différentes fonctions pendant plus de dix ans. En 2008, elle est devenue la spécialiste des travailleuses et travailleurs à domicile pour le projet des Villes inclusives de WIEGO, et elle a par la suite rejoint l'équipe du Programme des politiques urbaines. Shalini est experte dans les domaines du travail à domicile, du développement urbain, et du genre.

À Mexico, les travaux seront conduits par Tania Espinosa, qui a rejoint WIEGO en 2015 en tant que coordinatrice du Programme Droit pour l'Amérique latine. Tania est née et a été élevée à Mexico, elle est experte dans les domaines de la récupération des matériaux et des droits humains, et elle siège actuellement en tant que membre du conseil de la Commission des droits humains de Mexico.

Conseil d'administration

Le conseil d'administration actuel a été constitué à l'Assemblée générale de WIEGO en 2014.

Directeurs

Renana Jhabvala (présidente), l'Association des femmes travailleuses indépendantes (SEWA), Inde
Juliana Brown Afari, StreetNet International, Ghana
Kofi Asamoah, Ghana Trades Union Congress, Ghana
Barbro Budin, Union internationale des travailleurs de l'alimentation, de l'agriculture, de l'hôtellerie-restauration, du tabac et des branches connexes, Suisse
Debra Davis (trésorière), consultante indépendante, Royaume-Uni
Ravi Kanbur, Université Cornell, États-Unis
Vicky Kanyoka, Federation Internationale des Travailleurs Domestiques, Tanzania
Lin Lim, consultante indépendante, Malaisie
William Steel, Université du Ghana, Ghana
Jeemol Unni, Institute of Rural Management/ Anand, Inde
Carmen Vildoso, Autorité municipale du Lima, de Pérou

L'équipe WIEGO

Au cours des deux dernières années, l'équipe WIEGO, constituée de 45 membres, dont 6 seulement travaillent à temps plein pour WIEGO, est restée stable. Les autres travaillent pour WIEGO d'un tiers à quatre cinquièmes du temps seulement; beaucoup ont d'autres affiliations (par exemple, dans des établissements d'enseignement), et certains ont opté pour un horaire réduit offrant un meilleur équilibre vie-travail souhaitable.

L'équipe WIEGO	Mars 2017	
Segment de l'équipe	Nombre	SEPT
Secrétariat (basé aux États-Unis)	3	2.6
Bureau d'opérations (basé au Royaume-Uni)	6	5.3
Programme/Projets (mondial)	30	21.5
Équipe des communications (mondial)	6	4.6
Total	45	34

Rapport financier : exercice clos le 31 mars 2017

Sommaire financier

Au cours de l'année, WIEGO a reçu de la Fondation William et Flora Hewlett la dernière tranche de financement de base (4 millions de USD) d'une subvention totale de 7 millions de USD et de la tranche finale (8 millions de SEK) du financement accordé par l'Agence suédoise de coopération internationale au développement (Sida), d'une subvention totale de 24 millions de SEK (couronnes suédoises). Les deux subventions couvrent une période de trois ans, commençant le 1er avril 2015 et se terminant en mars 2018. Ces subventions permettront à WIEGO de poursuivre les objectifs établis dans le Plan stratégique quinquennal 2013-2018, à savoir accroître la voix, la visibilité et la validité des travailleurs pauvres, en particulier les femmes.

Le total des ressources à recevoir était de 6,079 millions de USD pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017 contre 4,755 millions l'exercice précédent. Le total des ressources dépensées était de 4,706 millions, contre 4,708 millions l'exercice précédent.

Les chiffres pour 2017 sont extraits des comptes statutaires approuvés par les administrateurs le 14 août 2017. Les comptes statutaires complets, au sujet desquels les vérificateurs Crowe Clark Whitehill LLP ont donné avis sans réserve, ont été délivrés au Registre des sociétés du Royaume-Uni (Registrar of Companies). Ces extraits peuvent ne pas contenir d'informations suffisantes pour permettre une appréciation complète de la situation financière de la société. Pour de plus amples informations, les personnes intéressées devraient consulter les comptes statutaires complets conjointement avec le rapport des vérificateurs et le rapport des administrateurs.

Les vérificateurs ont confirmé aux administrateurs que les chiffres de 2017, extraits des comptes financiers statutaires, sont en cohérence avec les états financiers annuels pour l'exercice terminé le 31 mars 2017.

Les comptes annuels complets, de même que le rapport des vérificateurs et le rapport des administrateurs, sont disponibles auprès de la secrétaire de la société, au siège social à Manchester, au Royaume-Uni, et sont également publiés sur le site web de WIEGO.

Recettes et dépenses

Le rapport fait état des recettes perçues et des dépenses engagées tant aux États-Unis qu'au Royaume-Uni. Les tableaux qui le constituent reflètent les résultats d'ensemble de l'organisation. Nous sommes très fiers du nombre de donateurs qui continuent de soutenir WIEGO. La Fondation William et Flora Hewlett a été l'une de nos principaux bailleurs de fond cette année ainsi que l'Agence suédoise pour la coopération au développement international (Sida).

La Fondation Ford, la Fondation Rockefeller, l'Alliance des villes, la Fondation du Commonwealth et Comic Relief ont continué de contribuer généreusement au financement des programmes de base de WIEGO et à la coordination globale des programmes et du réseau.

Les tableaux des dépenses résument les dépenses affectées aux principales catégories d'activité de l'organisation et la ventilation par programme de base.

Gouvernance financière et parrains fiscaux

La stratégie financière de WIEGO est conçue de manière à s'assurer que le niveau maximal de ressources possible est directement consacré aux programmes dans le but d'apporter des améliorations qualitatives à la recherche, aux efforts de plaidoyer politique et au renforcement des capacités.

Le Comité des finances du Conseil de WIEGO examine les budgets et les rapports de tous les fonds et de tous les comptes WIEGO. Par ailleurs, les contrôles budgétaires et financiers, revus

Donateurs de fonds

Nous remercions les organisations, les fondations et les gouvernements suivants pour leur soutien financier généreux aux programmes et projets WIEGO :

Fondation William et Flora Hewlett

Agence suédoise de coopération internationale au développement (SIDA)

Fondation Rockefeller

Fondation Ford

Cities Alliance

Fondation du Commonwealth

Comic Relief

Ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas

Centre de Solidarité de la American Federation of Labor

en permanence, permettent de réduire les risques de sous-utilisation des fonds ou de dépenses excessives de même que d'atténuer l'effet d'une baisse des recettes au cours d'un exercice donné. Ce risque est encore atténué par la provision des réserves désignées qui s'élèvent actuellement à 621 000 USD. Le Comité des finances s'en remet au Conseil de WIEGO en ce qui a trait aux décisions finales sur les budgets et la gestion des risques.

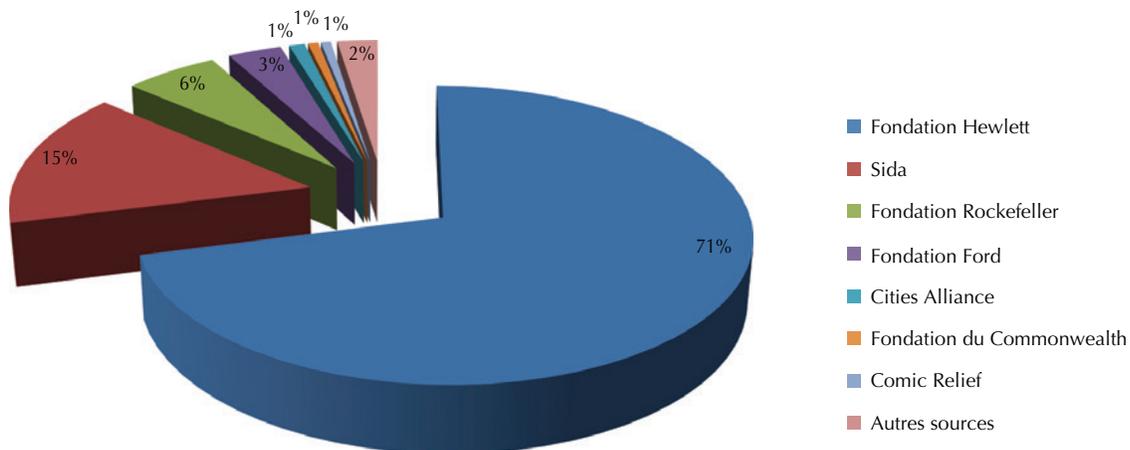
En plus des fonds gérés par le bureau WIEGO au Royaume-Uni, WIEGO a un parrain fiscal aux Etats-Unis, à savoir l'Université de Harvard. Les comptes WIEGO à l'Université de Harvard sont vérifiés chaque année dans le cadre de l'audit financier annuel de l'Université Harvard.

SOURCE DES FONDS	2017	2016
	US \$000	US \$000
Fondation Hewlett	4,312	3,000
Sida	925	948
Fondation Rockefeller	350	12
Fondation Ford	200	225
Cities Alliance	59	0
Fondation du Commonwealth	39	0
Comic Relief	37	67
Gouvernement des Pays-Bas	0	475
Centre de Solidarité EU	0	10
Autres sources	150	12
REVENU TOTAL	6,072	4,749

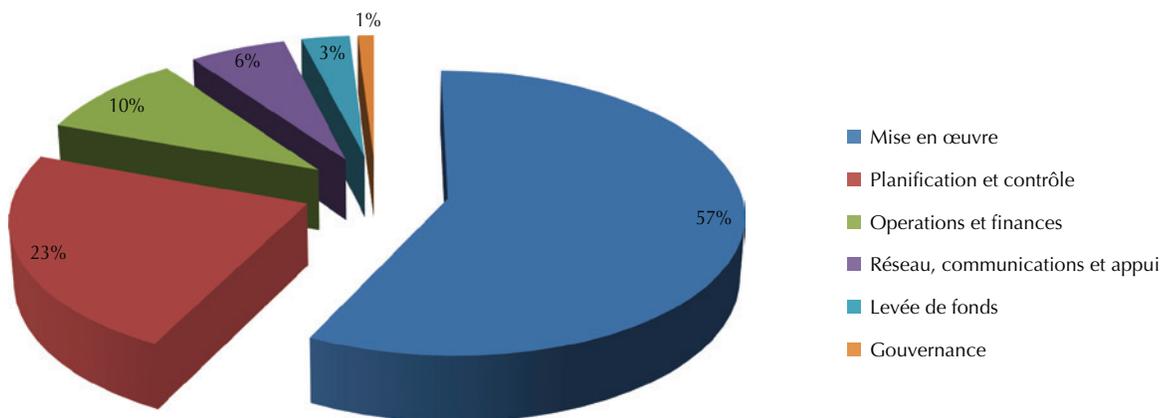
BILAN	2017	2016
	US \$000	US \$000
ACTIFS COURANTS		
Débiteurs	138	322
Liquidités en banque	3,767	2,159
TOTAL	3,905	2,481
CRÈANCIERS		
Montants échéants dans l'année	-515	-464
ACTIFS NETS	3,390	2,017
FONDS		
Fonds à destination limitée	280	61
Fonds sans restrictions	3,110	1,956
	3,390	2,017

Source : extraits des comptes financiers statutaires

Source des fonds : exercice 2016-2017

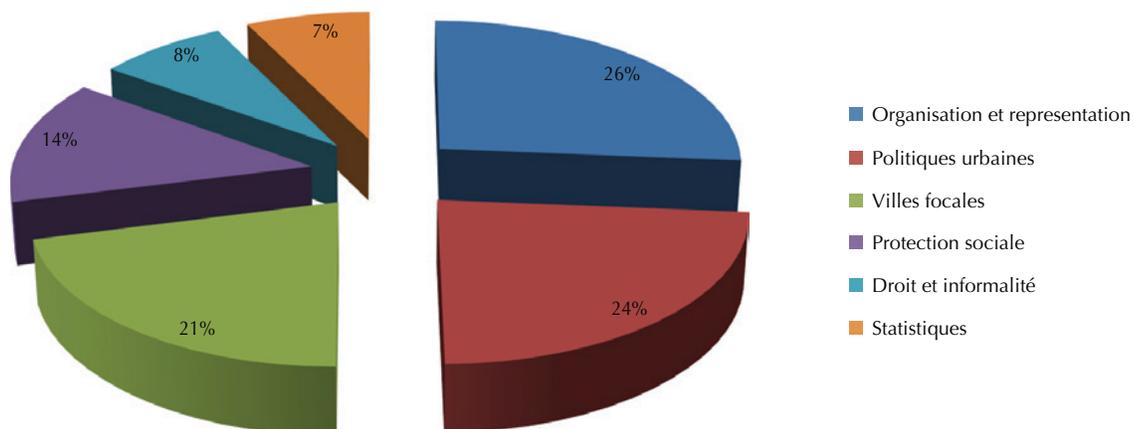


Utilisation des fonds : exercice 2016-2017



Note : Ce graphique inclut des paiements à des tierces parties de 347 000 USD

Utilisation des fonds: programmes 2016-2017



Note : Ce graphique représente toutes les dépenses - planification, mise en œuvre et contrôle - pour les 5 programmes de base de WIEGO et le projet Villes focales.



L'équipe WIEGO. Photo: WIEGO

WIEGO

Femmes dans l'Emploi Informel :
Globalisation et Organisation

Rapport annuel de avril 2016 à mars 2017

WIEGO Secretariat T 617 496.7037
Harvard University E wiego@wiego.org
79 John F. Kennedy Street W www.wiego.org
Cambridge, MA 02138 États-Unis

WIEGO, Ltd.
521 Royal Exchange T 44-161-819-1200
Manchester
GTR Manchester M2 7EN
Royaume-Uni

Éditeur Jenna Harvey
Désign Julian Luckham
de Luckham Creative

Traduction de documents
original intitulé : Annual Report,
Avril 2016-Mars 2017.



Femmes dans l'Emploi Informel :
Globalisation et Organisation